

**BELGRADE :**

# Ce n'est qu'un début

La leçon de la conférence de Belgrade doit être tirée avec sérieux : c'est-à-dire à mi-chemin des exultations de ceux qui espèrent déjà la constitution d'un véritable « camp de la paix » et des ricanements de la presse bien pensante en France et dans les autres pays atlantiques, qui parlent de l' « échec de Belgrade », et en particulier de « l'échec de Tito ».

**I**L faut d'abord regarder les choses avec une certaine simplicité et ne pas oublier que le fait essentiel, c'est que la conférence ait pu avoir lieu, et se soit terminée par un accord général — même si celui-ci revêt sur beaucoup de points la forme d'un compromis « nègre-blanc ». Les aléas d'une telle entreprise étaient, en effet, très grands, et résidaient moins dans l'extrême diversité des systèmes politiques et des orientations représentées, que dans le manque de confiance de beaucoup de participants. Pour ne mentionner qu'un exemple, il est certain que l'Inde, sans laquelle la conférence eût été impensable, n'était pas très enthousiasmée par l'idée d'une réunion qui ajoutait, pensait Nehru, peu de choses au crédit dont dispose la diplomatie indienne — et qui, en revanche, devait l'amener nécessairement à tenir compte de positions différentes de la sienne. On pourrait dire à la limite, que l'Inde n'a pas envie de s'aligner, même sur le non-alignement...

A un moindre degré, des réticences de cet ordre existaient aussi chez d'autres des principaux partenaires. Le choix des partenaires lui-même posait de singuliers problèmes : le Liban par exemple, présent à Belgrade, est nettement pro-occidental ; le neutralisme de Cuba, au contraire, est pro-soviétique. Et, Libanais et Cubains s'étant trouvés réunis à Belgrade, pourquoi d'autres nations ayant des positions « moyennes » ne s'y trouvaient-elles pas ?

La réponse, c'est que, dans ces affaires, une parfaite logique est impossible à sauvegarder et que la seule chose importante, c'était de commencer. Certaines nations, comme le Brésil n'était qu'à demi-présent à cause de la situation gouvernementale encore incertaine à Brasilia. D'autres, comme le Togo et la Haute-Volta dont la politique extérieure aurait dû les amener à participer, se sont abstenues en raison des pressions de Paris. Et probablement, si on avait eu plus de temps pour préparer la conférence, on aurait pu vaincre bien des hésitations : c'est certainement ce qui se produira la prochaine fois.

•

D'un autre côté, il y a deux manières de regarder le compromis final : — en soulignant ses ambiguïtés, ses imprécisions volontaires, sa phraséologie, — ou au contraire, en s'étonnant que des personnages aussi différents que Tito et Haïlé Sélassié, que Mgr Makarios et le président Dorticos, aient pu rédiger en commun cette Charte du non-alignement. Car cette charte est malgré tout très nette sur un certain nombre de points fondamentaux concernant la défense de la paix, la lutte contre l'impérialisme sous ses diverses formes, etc., et il en émane un esprit qui n'est ni celui du bloc occidental ni celui du bloc soviétique.

•

En fait, il y avait une mesure d'accord sur le fond plus grande que celle exprimée dans le compromis final. Les pays arabes qui se sont opposés dans la rédaction de ce texte à la demande de reconnaissance des deux Allemagnes à cause du précédent ainsi créé pour Israël, et à cause aussi des représailles financières que pourrait exercer sur eux la République de Bonn — n'en étaient pas moins dans le privé nettement en faveur d'une telle reconnaissance ; mieux, même, le délégué ira-

kien, par exemple, a pris nettement position dans son discours pour une attitude réaliste vis-à-vis des deux Allemagnes. De même on pouvait être étonné de trouver chez beaucoup de ces chefs d'Etat et de gouvernement, certains accents au moins « socialisants ». On pouvait penser à première vue qu'il s'agissait là d'une simple politesse envers l'hôte yougoslave. A la réflexion, et après avoir conversé avec les membres des délégations, on arrivait à une conclusion bien différente.

Des Etats qui ne se livrent pas pieds et poings liés à l'Occident et qui n'ont donc pas à espérer une manne américaine comme celle qui entretient le Sud-Vietnam, la Corée du Sud, etc., ne peuvent songer à résoudre leurs grands problèmes économiques autrement que par des solutions d'économie collective.

Tout cela est souvent loin du socialisme véritable, sans doute ; dans bien des cas, il s'agit même de simples caricatures. Mais il y a aussi une prise de conscience, une tendance générale à laquelle tous ces hommes sont obligés de souscrire et dont l'expression paraissait à Belgrade naturelle. On le mesure mieux en imaginant ce qui se serait passé si l'un de ces hommes d'Etat avait fait un plaidoyer pour la « libre entreprise » : l'ahurissement aurait été général!

J'AI souligné ailleurs, l'énorme importance que la conférence avait eue pour les Algériens, dont la situation diplomatique a progressé davantage à cette occasion qu'au cours de toute la période précédente. Mais une autre affaire capitale a pu également être réglée à Belgrade : celle de l'unité du Congo. Les puissances du groupe de Casablanca qui avaient reconnu le gouvernement Gizenga de Stanleyville se trouvaient en position délicate devant le nouveau gouvernement central Adoula de Léopoldville. Le degré d'allégeance de Gizenga vis-à-vis d'Adoula était imprécis jusqu'au dernier jour de la conférence; mais quand Gizenga, après de longues hésitations, a accepté de venir à Belgrade avec Adoula et de laisser à celui-ci le premier rôle — même si c'était avec réserves — l'unité du Congo est apparue sur le plan international, facilitant l'appui d'Adoula non seulement aux puissances

du groupe de Casablanca, mais aussi à l'ensemble du groupe neutraliste. On peut dire, en ce sens, que Belgrade a ainsi facilité l'opération en cours en ce moment pour la destruction du fantôme du Katanga, opération essentielle à la paix de l'Afrique et qui sera certainement menée à bien tôt ou tard malgré toute l'aide que peuvent apporter à Tschombé, ses alliés européens ou sud-africains.

En dehors de cela, il est certain que la conférence est avant tout un point de départ.

Elle l'est sur le plan du regroupement : plutôt que de brusquer Nehru et de fermer l'association en créant tout de suite un organisme permanent, il valait certainement mieux, comme on l'a fait, laisser le groupe des non-alignés imprécis et ouvert : il se reformera de lui-même à chaque occasion essentielle, et il sera plus facile à de nouvelles puissances d'y participer.

Sur le plan des idées, l'esprit de Belgrade représente déjà par lui-même l'amorce d'un nouveau climat. Mais dans la charte de Belgrade elle-même, certains points qui semblent vagues à première vue, ont déjà une orientation nette : ainsi, celui sur la réforme de l'O.N.U. Si les formules précises de Tito sur le secrétariat n'ont pas été retenues, les participants ont été unanimes à vouloir une O.N.U. plus représentative du nouvel équilibre mondial et à demander que cette modification s'exprime dans tous les organismes, y compris le secrétariat. Si cette tendance va dans le même sens que la lutte des Soviétiques contre le monopole américain aux Nations-Unies — elle s'oppose aux désirs de Khrouchtchev de faire du secrétariat un petit Conseil de Sécurité avec veto, court-circuitant en pratique l'Assemblée. Au contraire, tous les délégués ont insisté sur le fait qu'il s'agissait plutôt d'accroître le pouvoir de l'Assemblée, c'est-à-dire d'une démocratie qui, pour imparfaite qu'elle soit, jouera de moins en moins dans la main des Américains sans pour autant faire davantage le jeu des Sino-Russes.

Pour les Yougoslaves, il est certain que cette conférence concrétise une politique de rapprochement avec le Tiers-Monde sur

laquelle la diplomatie titiste met de plus en plus l'accent. Il y avait là, pour le plus « exposé » des pays neutralistes, la seule chance de sortir de l'isolement : elle a été habilement saisie. Et il n'est pas inutile de savoir que dans certains pays d'Asie qui ne paraissent pas particulièrement socialistes, ce sont des experts yougoslaves qui s'occupent de l'organisation des coopératives agricoles. Il est certain que si, comme cela paraissait évident à Belgrade, il y a une liaison profonde et logique entre neutralisme et socialisme, le pays le plus socialiste du groupe neutraliste doit acquérir chaque jour dans ces pays une influence accrue.

Pour quelqu'un qui, comme moi-même, avait fait campagne pour le neutralisme voici quatorze ans comme la seule politique possible pour notre propre pays, il y avait quelque chose à la fois d'exaltant et d'amer dans ce succès d'une idée et dans l'absence — et pire que l'absence — de la France. L'idée de la présence française à Belgrade peut paraître utopique dans les circonstances présentes. Fondamentalement, elle ne devrait pas l'être. Il y a eu, semble-t-il, des discussions entre Belgrade et Vienne concernant la présence possible de l'Autriche. Rien de fondamental ne se serait opposé à la présence d'un pays européen même non socialiste. On imagine au contraire assez bien l'influence extraordinaire que pourrait avoir dans une conférence de cet ordre, et en général dans la politique mondiale,

une France débarrassée à la fois des séquelles coloniales, comme la guerre d'Algérie, et de sa lourde participation à un système atlantique qui lui laisse tout juste le choix entre la position de satellite de Washington et celle de satellite de Bonn.

●

Bien sûr, une telle révision déchirante n'est pas pour aujourd'hui : mais un parti comme le P.S.U. devrait lui aussi tirer les conséquences de Belgrade et faire du trinôme « socialisme neutralisme anti-impérialisme » la base de son action réelle.

Notre délégation, d'ailleurs, composée d'Oreste Rosenfeld, Craipeau, Vincent et moi-même, a eu constamment l'impression réconfortante de se trouver non seulement entourée d'amis, mais aussi d'alliés politiques, qu'il s'agisse des mouvements non-gouvernementaux représentés à Belgrade, ou, souvent, des membres des délégations gouvernementales elles-mêmes. L'accueil fait à notre parti, la sympathie dont on entoure son action, la connaissance précise de ses difficultés et des conditions de sa lutte chez tous ces délégués nous ont souvent surpris. Nous aussi, nous avons eu à Belgrade le sentiment de n'être plus isolés.

**Claude BOURDET.**